



Assemblée générale

Distr. générale
29 septembre 2021
Français
Original : anglais et chinois

Soixante-seizième session

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

Lettre datée du 27 septembre 2021, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République populaire de Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Au cours du débat général de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui s'est tenu du 21 au 27 septembre, un petit nombre de pays ont fait référence à ce qu'ils ont appelé « la question du Xinjiang ». J'ai donc reçu pour instruction d'exposer les positions suivantes du Gouvernement chinois :

La situation au Xinjiang relève exclusivement des affaires intérieures de la Chine. Ce qu'il s'y déroule n'a rien à voir avec des questions d'ethnicité, de religion ou de droits humains : il s'agit d'une lutte livrée contre le terrorisme violent, le séparatisme et l'extrémisme. Entre 1990 et la fin de l'année 2016, le Xinjiang a été le théâtre de milliers d'attaques terroristes qui ont fait des milliers de victimes. Or, grâce aux efforts conjoints du Gouvernement chinois et de la population de tous les groupes ethniques, il n'y a plus eu, à ce jour, d'attaque terroriste au Xinjiang depuis plus de quatre ans et demi. Le Xinjiang d'aujourd'hui jouit des bienfaits de la stabilité sociale, du développement économique, de l'unité ethnique et de l'harmonie religieuse. Les personnes de tous groupes ethniques y vivent heureuses et en sécurité ; l'ensemble de leurs droits et leur dignité y sont pleinement protégés, conformément à la loi. Voilà les faits.

La Chine n'a rien à cacher en ce qui concerne sa position au sujet du Xinjiang. Tous les groupes ethniques du Xinjiang sont des membres à part entière de la grande famille de la nation chinoise. Tous les groupes ethniques du Xinjiang, quelles que soient leur population, leur histoire, leurs coutumes et leurs croyances religieuses, bénéficient d'un statut égal. Tous jouissent, sur un pied d'égalité, des droits civils consacrés par la Constitution et par la loi et participent, ensemble, aux affaires de l'État et des collectivités locales.

Incarnant une philosophie humaniste, le Xinjiang a connu un développement économique et social rapide. Tous les groupes ethniques bénéficient de l'égalité des chances en matière de développement, et leurs droits économiques sont effectivement protégés. Au cours des six dernières décennies, la richesse produite au Xinjiang a été multipliée par plus de 200, et son produit intérieur brut par habitant, par près de 40. À la fin de l'année 2020, les 2,73 millions de personnes indigentes que comptait



encore le Xinjiang en milieu rural avaient toutes été extraites de la pauvreté, ce qui constitue un miracle sans précédent.

Au Xinjiang, la diversité des langues parlées et écrites est assurée et le droit à l'éducation est pleinement protégé. Tous les groupes ethniques y ont la liberté d'utiliser et de faire rayonner leur propre langue, à l'oral comme à l'écrit. Actuellement, plus d'une dizaine de langues sont parlées et écrites par les groupes ethniques de la région. Les langues des minorités ethniques sont largement utilisées dans des domaines tels que la justice, l'administration, l'éducation, la presse et l'édition, la radio et la télévision, la littérature et l'art, et les affaires publiques.

Le Xinjiang a mis en place un système de sécurité sociale qui couvre toute la population locale. L'offre de services de santé dans la région s'est nettement améliorée. Les droits des minorités ethniques en matière de procréation sont effectivement garantis. L'espérance de vie moyenne dans la région est passée de 30 ans en 1949 à 74,7 ans en 2019. La population ouïghoure a plus que doublé au cours des quatre dernières décennies.

Le Xinjiang applique pleinement la politique relative à la liberté de croyance religieuse afin de garantir à la population les droits y afférents. De nombreuses religions sont présentes dans la région, notamment l'islam, le bouddhisme, le taoïsme et le christianisme protestant, catholique et orthodoxe oriental. Les pratiques religieuses (services religieux, adoration de Bouddha, messes, prières, récitation des écritures) sont gérées par les groupes religieux et les croyants eux-mêmes. Nul organisme ou individu ne saurait s'ingérer dans ces activités, qui sont protégées par la loi.

Aujourd'hui, le Xinjiang jouit d'une stabilité sociale et les habitants, de tous groupes ethniques, y mènent une vie heureuse et harmonieuse. Le Gouvernement chinois continuera de s'acquitter diligemment des obligations que lui imposent les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et d'utiliser toutes les possibilités qu'offrent ses institutions pour mobiliser davantage les forces disponibles afin d'œuvrer au développement rapide du Xinjiang sur tous les plans. Les personnes de tous les groupes ethniques du Xinjiang continueront à travailler ensemble, solidaires, pour assurer leur prospérité commune et bâtir un avenir meilleur.

Le Gouvernement et le peuple chinois sont déterminés à sauvegarder la souveraineté, la sécurité et les intérêts de la Chine en matière de développement. Nous nous opposons fermement à toute velléité de quelque pays que ce soit de faire du battage à l'ONU au sujet du Xinjiang. Nous demandons instamment aux pays concernés de respecter les normes fondamentales qui régissent les relations internationales et de cesser d'utiliser le prétexte du Xinjiang pour s'ingérer dans les affaires intérieures de la Chine.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent de la République populaire de Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) **Zhang Jun**